

**Bureau du 6 mai 2002**

**Décision n° B-2002-0545**

commune (s) : Bron

objet : **Revente, à la SERL, de locaux (lot n° 703 et 803) dépendant d'un immeuble en copropriété situé 36, rue Marcel Bramet**

service : Délégation générale au développement économique et international - Direction de l'action foncière - Service opérationnel - Subdivision sud

**Le Bureau,**

Vu le projet de décision du 26 avril 2002, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le conseil de Communauté, par sa délibération n° 2002-0444 en date du 4 février 2002, a délégué au Bureau une partie de ses attributions. Le dossier présenté ci-après entre dans le cadre de cette délégation.

A la demande de la SERL, dans le cadre du mandat foncier que lui a confié la commune de Bron, sur le quartier du Terrailon, la Communauté urbaine a préempté le 27 mars 2002, au prix de 19 818,37 €, deux locaux libres dépendant d'un immeuble en copropriété sis 36, rue Marcel Bramet à Bron, en vue de la mise en œuvre, dans le cadre du contrat de ville 2000-2006, d'un projet de renouvellement urbain pour le quartier de Bron-Terrailon, conformément à l'un des objectifs de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme.

Ces biens se situent dans un périmètre prioritaire de la politique de la ville, classé en zone urbaine sensible (ZUS).

Il s'agit d'un appartement de 63 mètres carrés et d'une cave formant, avec les 326/223 840 des parties communes générales, les lots n° 703 et 803 de la copropriété.

La Communauté urbaine a déjà acquis dans cet immeuble, 33 appartements pour le compte de la société Logirel, 18 pour le compte de la commune de Bron, 15 pour le compte de la société Habitat, humanisme insertion et 9 pour le compte de la Serl sur les 300 appartements que compte la copropriété.

La SERL, qui s'est engagée à préfinancer l'achat des biens en cause par la Communauté urbaine, les lui rachèterait au prix précité, admis par les services fiscaux et lui rembourserait ses frais d'acquisition.

Vu ledit dossier ;

Vu l'article L 300-1 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération du Conseil n° 2002-0444 en date du 4 février 2002 ;

**DECIDE**

**1° - Accepte** ledit dossier.

**2° - Autorise** monsieur le président à signer, le moment venu, la promesse de vente correspondante ainsi que l'acte authentique à intervenir.

**3° - Le montant** de la cession, soit 22 867,35 €, fera l'objet d'une inscription en recettes au budget de la Communauté urbaine - compte 458 200 - fonction 824 - opération 0097.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme,  
le président,  
pour le président,